

**ÉTABLISSEMENT**

Ville de Basse Terre (971)
Hôtel de Ville

97100 Basse Terre

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA
CONCURRENCE****SERVICES****Section 1 : Identification de l'acheteur**

Nom complet de l'acheteur : Ville de Basse Terre (971)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 21971105800012

Code postal / Ville : 97100 Basse Terre

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service achat / marchés - Tél : +33 590805610 - Mail : servicemarches@ville-basseterre.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : VOIR LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Capacité économique et financière : VOIR LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Capacités techniques et professionnelles : VOIR LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : **Vendredi 06 juin 2025 - 12:00**

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : **PRESTATIONS ET ASSISTANCE JURIDIQUE EN DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Classification CPV : 79110000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : PRESTATIONS ET ASSISTANCE JURIDIQUE EN DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Lieu principal d'exécution : BASSE TERRE

Durée du marché (en mois) : 48

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Date d'envoi du présent avis

29 avril 2025